ComMunisteS 02

Bulletin de la Fédération de l'Aisne
Parti Communiste Français

Fédération de l'Aisne du P.C.F. : 21 rue Vaucanson 02700 TERGNIER ☎: 03 23 52 64 67 Fax: 09 70 61 48 25
E-mail : pcf02@orange.fr site internet: aisne.pcf.fr

ComMunisteS 02 :
Bulletin de la Fédération de l'Aisne du
Parti Communiste Français
n° CPPAP : 0213 P 11422 ISSN : 1766-3784
Directeur de publication : Gérard BRUNEL
imprimé par nos soins
Trimestriel Octobre - novembre - décembre 2012
Supplément au n°40 - prix : 0,20 €

Dispensé de timbrage CHAUNY CDIS

déposé le 29 novembre 2012

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Solidarité Palestine
Page 3

FRONT DE GAUCHE

Emploi
Pouvoir d'achat
Santé ...

DEBAT

Non aux politiques d'austérité
Exigeons le changement !

Mardi 4 décembre - 19h30
Saint-Quentin
Salle de Verdun - Bd de Verdun

Avec
Francis WURTZ
Député européen honoraire
Parti Communiste Français

et Eric COQUEREL
Secrétaire National
Parti de Gauche

D'autres choix, vite

Pour financer la relance, piochons dans les 309 milliards versés chaque année aux actionnaires.

Avec Front de gauche débattons pour imposer :

- **une loi pour interdire les licenciements boursiers**
- **le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient,**
- **la taxation sur la réimportation des productions délocalisées,**
- **la création d'un pôle public financier,**
- **un salaire minimum à 1700€ et une augmentation générale des salaires**

Débat-19h30

Ce bulletin vous est envoyé à l'aide d'un fichier informatisé. Vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant qui figurent dans ce fichier et demander qu'elles en soient supprimées.

Sommaire

Page 1
Débat du 4 décembre 2012
Page 2 - Editorial
Les bonnes mesures existent !
Vie du parti
Page 3
Palestine Solidarité
Zoom sur un livre
Page 4 -
Baxi et Focast
Congrès de l'ANECR
Vu et pas Vu

Agenda

Le mardi 4 décembre 2012
Débat avec F.WURTZ et E.COQUEREL

14 et 15 décembre :
Vote sur les textes organisé dans les section

Du 3 janvier au 24 janvier :
Conférences de section

26 janvier 2013 :
Congrès Départemental
à Quessy-Centre

Editorial

Les bonnes mesures existent !

Pendant que se déroule le feuilleton de l'UMP, très éloigné des préoccupations du peuple, les mesures proposées par le gouvernement Hollande, pour le Budget 2013, sont débattues au Sénat et à l'Assemblée Nationale.
Oubliées les alternatives anti-austérité votées par toute la gauche au Sénat, il y un an, prévoyant des mesures faisant payer le capital et les plus aisés des contribuables, oubliés par les parlementaires socialistes. Celle et ceux du Front de Gauche ont démontré que l'on pouvait trouver ainsi 30 milliards, montant qui est celui des économies que le gouvernement est censé faire pour sa politique d'austérité!

Il serait alors possible de mettre en œuvre une vraie politique de gauche : c'est une occasion historique qui est manquée.
En annonçant un nouveau plan d'austérité, avec les réductions des dépenses publiques, le Premier Ministre fait le choix de répondre positivement aux exigences formulées par le MEDEF, les marchés financier set les leaders de la droite.
Ce n'est pas pour cette politique que les Français ont voté en mai et juin : c'était pour le changement.

Le Parti Communiste Français rappelle cette vérité qui peut fâcher et soutient toutes les luttes et actions qui vont dans le sens de l'anti-austérité.
Avec un chômage qui monte, une pauvreté qui gagne chaque jour de nouvelles familles, et notre département en souffre particulièrement, on ne peut qu'avoir cette exigence de changements déposés dans les urnes , il ya sept mois.

Le combat est dur mais des points sont marqués. Ne lâchons rien !

Gérard BRUNEL

Vie du Parti

Les adhérents de la cellule de Gauchy ont pris la décision de se structurer en section.

Son rayonnement allant bien au-delà de la seule ville de Gauchy, ils ont décidé de l'appeler section du Saint-Quentinois.

Le secrétaire de la section a été élu dans la foulée : c'est le camarade René JAFFRO

La fédération a acté et soutenu cette démarche constructive pour développer l'activité du parti sur ce secteur du département et consolider l'influence du Front de Gauche .

PALESTINE SOLIDARITE 3

L'agression israélienne contre le peuple palestinien à Gaza suscite une profonde colère et beaucoup d'indignation. Le Parti communiste français condamne totalement cette offensive criminelle. Le Parti communiste se réjouit de la trêve intervenue mercredi 21 novembre et appelle à la vigilance car celle-ci est fragile.

Les civils, les enfants notamment, paient un prix très élevé.
Les dirigeants israéliens mobilisent leur armée et bombardent de façon intensive une ville et des quartiers populaires. L'offensive semblable menée en 2009 par les forces israéliennes, avec les crimes de guerre qui l'ont accompagnée, montre aux dirigeants israéliens que leurs guerres ne sont que des impasses meurtrières.

La crise d'aujourd'hui ne peut se résumer à la question : qui a tiré le premier.
On échappe pas à la réalité politique : en Palestine, il y a un Etat qui bafoue le droit, c'est Israël, et un droit à l'Etat, le droit des Palestiniens, qui, depuis des dizaines d'années, reste bafoué.

Cette humiliation permanente, cette injustice fondamentale créent les crises récurrentes et les violences.
Il y a donc un doigt accusateur à pointer sur certaines décisions très récentes des autorités israéliennes : le doublement du budget national pour la colonisation et l'annonce de 1200 logements nouveaux dans les colonies de Jérusalem-Est. Ces actes inacceptables résonnent comme des provocations pour les Palestiniens qui ne supportent plus l'occupation militaire, la destruction des maisons, la répression, le blocus inhumain de Gaza. C'est d'abord à cette politique, à l'occupation, à la colonisation, qu'il faut mettre un terme.

C'est une responsabilité politique majeure pour la France, pour les pays de l'Union européenne et ceux du Conseil de Sécurité de l'ONU. Mais ces pays laissent Israël agir dans l'impunité et l'encouragent même... Le PCF ne lâchera pas sur cette question de la responsabilité et du rôle que la France devrait jouer pour la justice et pour le droit.

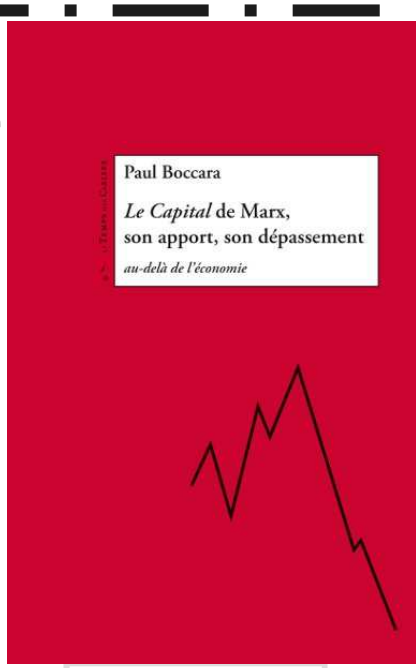
Il y a aussi l'urgence de la solidarité pour le peuple palestinien.

Zoom sur un livre

Le Capital de Marx, son apport, son dépassement au-delà de l'économie

Avec la crise économique et financière de 2008-2012 monte la demande d'un retour aux analyses critiques et radicales de Marx dans Le Capital. Il s'agit dans ce livre de présenter les apports fondamentaux du Capital comme résultats d'une élaboration inachevée, de façon à la fois pédagogique et approfondie, à l'opposé des réductions simplistes dominantes, mais aussi d'indiquer comment ils sont la base de développements très nouveaux nécessaires. Ces développements concernent non seulement l'évolution de l'économie du capitalisme jusqu'à la crise systémique en cours, mais aussi son dépassement par l'analyse des réalités non économiques ou anthroponomiques. Ils aboutissent à la caractérisation de la crise de la civilisation occidentale mondialisée et à des propositions pour avancer vers une civilisation de partages de toute l'humanité. Paul Boccara, maître de conférences honoraire en sciences économiques et agrégé d'histoire, s'appuie ici sur ses travaux néo-marxistes récents sur ces questions. Il a publié au Temps des Cerises La crise systémique, ainsi que Transformation et crise du capitalisme mondialisé

Benoît ROGER



Prix : 14 €

Soissons: manifestation avec les salariés de Baxi et Focast avec le soutien des militants et Elus Communistes

Congrès de l'ANECR

Le congrès de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) s'est tenu à Douai les 19/20/21 octobre. 4 Elus du département ont assisté aux échanges avec des centaines d'autres élus venus de toute la France.

Elus qui ont des mandats très différents comme sénatrice ou député ou élus d'une grosse ville ou d'une petite commune rurale. Tous ces élus pendant 3 jours avaient un point commun mettre et apprendre à mettre son mandat au service des gens sur la base de notre conception de la solidarité.

Le samedi matin, une expérience intéressante et inédite nous a été proposée : la visualisation d'une enquête faite en juin auprès d'un panel de citoyen(ne)s et qui a été invité à débattre en toute franchise et spontanéité avec tous les élus sur leurs attentes vis-à-vis de la politique et des élus.
L'après-midi, ce fut une séance sur l'Acte III de la décentralisation avec la nécessité d'une mise à plat et un état des lieux pour aller vers une réelle avancée démocratique.

Nombre d'élus ont fait part de leurs craintes qui n'ont pas été dissipées à la suite de l'intervention de François Hollande lors des états généraux de la démocratie territoriale.
Tous ces débats et interventions permettent à l'ANECR de mesurer tous les chantiers à mettre en œuvre envers les citoyen(ne)s comme des ateliers participatifs, le partage du pouvoir, faire vivre la démocratie. Aussi comment se préparer aux prochaines échéances électorales.

En tant qu'élue dans l'opposition je mesure le besoin que nous avons pour échanger nos expériences et pouvoir travailler ensemble à mettre en valeur nos différents mandats pour être utile au peuple.

Le rôle de l'ADECR est toujours d'actualité, une piste de travail pour le prochain mandat de la fédération et des élus.

Claudine BRUNET

Vu et pas Vu dans la presse

Le changement c'est maintenant, mais « maintenant » c'est quand ?
(lu sur une pancarte dans une récente manifestation)

Les dirigeants du Parti Socialiste disposent du pouvoir d'État, de la majorité au Parlement et dans la plupart des collectivités territoriales. Prendre des mesures décisives pour s'attaquer à la finance est donc possible d'autant plus que le PS pourrait s'appuyer sur un rapport de force construit sur une mobilisation populaire. Il n'en prend pas le chemin.
A nous de construire ce rapport de force !

Que sont devenues les promesses du candidat Hollande ?
Les grandes entreprises bénéficiaient déjà de 175 milliards d'euros de réductions fiscales et sociales. Le gouvernement leur attribue 20 milliards de réduction d'impôts supplémentaire, sans contrôle, sans garantie qu'ils seront utilisés pour l'emploi, l'investissement productif, l'innovation et la recherche. *Réf : édito de P. LeHyaric HD du 15-11-2012*

Le coût du capital dépasse le "coût" du travail !
Les dirigeants européens, les milieux financiers et les politiciens de droite appellent à un choc de compétitivité basé sur la diminution du coût du travail. A aucun moment ils ne font référence au **coût du capital** qui par ses ponctions (versement de dividendes aux actionnaires et d'intérêts des emprunts contractés auprès des banques) dépasse largement depuis plusieurs années le montant des salaires dans les grandes entreprises.

L'écart entre les plus fortunés et les pauvres se creuse encore… et les plus riches en demandent encore !
Le philosophe Platon, il y a de cela plus de 2300 ans proposait de limiter l'écart de 1 à 4 entre les riches et les pauvres. A la fin du 19° siècle, un banquier, John Pierpont Morgan parlait d'un écart de 1 à 20. Henri Ford (constructeur automobile) au milieu du 20° siècle, avançait de 1 à 40. En 1980 l'écart s'envolait (de 1 à 500) et atteignait 1 à plusieurs milliers en 2009. **Et l'on nous dit que c'est le coût du travail qui plombe la compétitivité !**